

Convention au titre du budget d'intervention du budget de la CNSA pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile de l'ADMR 2021-2023

Entre, d'une part,

La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA),
Établissement public national à caractère administratif
dont le siège social est situé 66 avenue du Maine – 75 682 PARIS Cedex 14
représentée par sa directrice, **madame Virginie MAGNANT**
Ci-après désignée « la CNSA »

Et, d'autre part,

L'Union nationale ADMR,
dont le siège est situé 184A rue du faubourg Saint-Denis 75 010 PARIS
représenté par le président de, Madame Marie-José DAGUIN

Ci-après désigné « l'ADMR »

- Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L. 14-10-1, L. 14-10-5 et R. 14-10-49 et suivants,
- Considérant que le programme participe aux objectifs définis par le IV de l'article L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles

Il est décidé et convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Premier réseau associatif national de services à la personne, l'ADMR est un acteur majeur de l'économie sociale et solidaire depuis 1945. L'ADMR a ainsi fêté son 75^{ième} anniversaire en 2020, année hélas fortement marquée par la crise sanitaire. Toutefois, les 94 000 salariés et les 85 000 bénévoles de l'ADMR ont su être les porteurs et les garants du projet de l'ADMR : permettre aux personnes âgées ou vivant avec un handicap de vivre bien chez elles. Leur professionnalisme et leur engagement, bien avant la crise sanitaire, témoignent au quotidien des valeurs qui animent l'ADMR : universalité, proximité, solidarité, respect.

Pendant cette crise sanitaire, l'organisation de l'ADMR lui a permis de jouer pleinement son rôle au sein des territoires. Son modèle de réseau national intégré et son ancrage dans la vie locale lui permet de rechercher en permanence le niveau le plus pertinent pour agir.

La crise a été un révélateur. Elle a mis en visibilité les métiers de l'aide à domicile, ceux intervenant directement auprès des personnes et les autres professionnels du réseau ADMR comme ressource indispensable à la l'accompagnement des personnes de tous âges, de tous horizons, que ce soit à leur domicile ou en habitat partagé.

La valorisation de cette richesse humaine est, depuis maintenant plus de 75 ans, au cœur des préoccupations de l'ADMR. Mettre en place des actions pour assurer le bien-être des salariés au travail, former au quotidien, assurer une qualité de service sont autant d'axes qui, grâce au soutien de la CNSA, ont pu être mis en place et pérennisés ces dernières années.

C'est dans ce contexte que l'Etat, dans le prolongement des recommandations du rapport de Mme El Khomri et de la mission Laforcade a lancé un plan d'actions pour les métiers du grand âge et de l'autonomie en agissant sur différents leviers : attractivité et formation, lutte contre la sinistralité et la promotion de la qualité de vie au travail et revalorisation des métiers. Le soutien apporté par la CNSA aux services d'aide à domicile y contribue et, en particulier dans le cadre de la présente convention, sur les volets formation et qualité de vie au travail.

Les actions inscrites dans cette nouvelle convention permettront de soutenir les travaux engagés de longues dates tout en restant en adéquation avec le prochain projet stratégique de l'ADMR, le CAP 2025 : renforcer l'accompagnement tout au long de la vie de nos clients, continuer la structuration de l'offre de service en développant de nouveaux métiers, renforcer nos spécificités comme l'engagement des bénévoles, et asseoir une culture d'appartenance déjà très ancrée dans notre réseau.

L'innovation, la digitalisation et nos systèmes d'information seront aussi au centre des ambitions de l'ADMR tout comme le développement de la gestion des risques et des démarches qualité.

Enfin, l'ADMR poursuit la dynamique de mutualisation et d'optimisation des ressources administratives et financières accélérant ainsi l'harmonisation des pratiques.

C'est dans ce cadre de mutualisation et de modernisation des services de l'ADMR que la présente convention se décline avec cinq grands projets :

- Structuration de l'offre,
- Modernisation du secteur,
- Professionnalisation des acteurs,
- Accompagnement de projets de création et de consolidation,
- Bénévolat.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière de la CNSA au programme pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile que l'ADMR s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité.

Ce programme porte sur les points suivants :

Axe 1 : Structuration de l'offre

- Action 1.1 Mutualisation regroupement
 - Sous-Action 1.1a : Accompagnement des fédérations et associations dans leur structuration,
 - Sous-Action 1.1b : Mutualisation de la fonction Achat
 - Sous-Action 1.1c : Production de la paye et de la comptabilité
- Action 1.2 Adaptation de l'offre à un public spécifique
 - Sous-Action 1.2a : Habitat partagé
 - Sous-Action 1.2b : Offre Handicap

Axe 2 : Modernisation du secteur

- Action 2.1 : Télégestion pour les SAAD
- Action 2.2 : Modernisation des outils métiers – Système d'information
- Action 2.3 : Démarche qualité
 - Sous-Action 2.3a : Démarche qualité réseau
 - Sous-Action 2.3b : Démarche qualité Union nationale
- Action 2.4 : Amélioration de la gestion financière et organisationnelle des services
- Action 2.5 : Mise en œuvre d'une politique de la GPEC
- Action 2.6 : Prévention des risques et harmonisation des pratiques

Axe 3 : Professionnalisation des acteurs

- Action 3.1 : Formation professionnalisante : SAGES – Formation Gestion / Social
- Action 3.2 : Formation professionnalisante des intervenants FOAD

Axe 4 : SPASAD

- Action 4.1 : Structuration de l'offre et du service, expérimentation SPASAD

Axe 5 : Bénévolat

- Action 5.1 : Formation et soutien des bénévoles favorisant le maintien du lien social

Axe 6 : Pilotage de la convention

- Action 6.1 : Pilotage et suivi de la convention

Les actions à réaliser sont décrites dans l'annexe n° 1, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Article 2 – Coût du projet et participation de la CNSA

Le coût global prévisionnel des actions s'élève à 25 534 878 € (vingt-cinq millions cinq cent trente-quatre mille huit cent soixante-dix-huit euros).

Pour la réalisation de ce programme, la participation de la CNSA est fixée, pour chaque année, à hauteur de 60 % du coût pour chacune des autres actions soit un montant maximum de 15 320 927 € (quinze millions trois-cent-vingt mille neuf-cent-vingt-sept Euros).

Ce coût global se répartit de la manière suivante :

- **Première année** : le coût global prévisionnel des actions est de 7 419 716 € (sept millions quatre-cent-dix-neuf mille sept-cent-seize euros). Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 4 451 830 € (quatre millions quatre-cent-vingt-et-un mille huit-cent-trente-neuf euros) ;
- **Deuxième année** : le coût global prévisionnel des actions est de 9 152 935 € (neuf millions cent-vingt-deux mille neuf-cent-trente-cinq euros). Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 5 491 761 € (cinq millions quatre-cent-quatre-vingt-onze mille sept-cent-soixante-et-un euros) ;
- **Troisième année** : le coût global prévisionnel des actions est de 8 962 226 € (huit millions neuf-cent-soixante-deux mille deux-cent-vingt-six euros). Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 5 377 336 € (cinq millions trois-cent-soixante-dix-sept mille trois-cent-trente-six euros).

Le montant de la participation de la CNSA est établi sous réserve de la mise en œuvre des actions dont la programmation financière figure en annexe 2. Cette annexe est une partie intégrante de la présente convention.

Les montants relatifs aux coûts annuels, aux acomptes et aux compléments sont arrondis à l'euro. Ces montants prévalent sur le calcul exact des taux pour le versement des acomptes et des compléments.

Le solde sera quant à lui calculé au centime près par l'application des dépenses effectivement réalisées et justifiées sur la base des documents mentionnés à l'article 5 et par application des taux de prise en charge par la CNSA prévu au second paragraphe du présent article 2.

Seules les dépenses afférentes au programme conformes aux dispositions des articles du code de l'action sociale et des familles régissant le budget d'intervention de la CNSA et notamment ses articles L. 14-10-5, R. 14-10-49, R. 14-10-50 sont prises en compte à compter de la date d'effet mentionnée à l'article 8.

Article 3 – Modalités de versement de l'aide de la CNSA

Sous réserve de la disponibilité des crédits, la participation de la CNSA sera versée suivant les modalités suivantes :

- Au titre de la première année, un acompte de 50 % du montant total de la participation de la CNSA au titre de cet exercice sera effectué dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de la présente convention ;
- Au titre de la première année, un versement complémentaire de 30 % du montant total de la participation de la CNSA au titre de cet exercice pourra être effectué dans le délai d'un mois suivant la date de réception par la CNSA d'une attestation justifiant de la consommation de l'acompte (annexe 3) ;
- Au titre des deuxième et troisième années, un acompte de 50 % du montant total de la participation de la CNSA au titre de chacun de ces exercices sera effectué dans le délai d'un mois suivant la date de réception de l'attestation d'engagement des actions ;
- Au titre des deuxième et troisième années, un versement complémentaire de 40 % du montant total de la participation de la CNSA au titre de chacun de ces exercices pourra être effectué dans le délai d'un mois suivant la date de réception par la CNSA d'une attestation justifiant de la consommation de l'acompte (annexe 3) ;

- Au titre de chaque exercice, l'ADMR transmet, au plus tard le 31 mars de l'année N+1, à la CNSA une attestation d'engagement des actions (annexe 4).
- Le solde de la participation financière de la CNSA au programme sera versé dans le délai d'un mois suivant la date de réception des documents, mentionnés à l'article 5.

Au titre de chaque exercice, les crédits alloués sont fongibles entre les actions d'un même axe du programme de la convention.

Les crédits non consommés au titre d'une année ne font pas l'objet d'un report.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de la CNSA.

Les sommes seront versées sur le compte de l'ADMR référencé par relevé d'identité bancaire ou postal ci-annexé (annexe 5). Tout changement de coordonnées bancaires sera notifié à la CNSA.

Article 4 – Exécution de tout ou partie des actions par un tiers

Le reversement à un tiers, sous forme de subvention, de tout ou partie de la participation de la CNSA est de principe interdit conformément aux dispositions de l'article 15 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

Par exception et conformément à l'article R 14-10-50 du code de l'action sociale et des familles, un (ou plusieurs tiers) pourra exécuter tout ou partie des actions prévues dans le cadre de la présente convention par mandatement. L'Union nationale ADMR autorise alors la délégation des crédits nécessaires aux fins de prise en charge des dépenses considérées et assure la traçabilité de cette opération selon les modalités prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 5 – Modalités de suivi et de contrôle de l'exécution de la convention

L'ADMR est responsable de la mise en œuvre du programme d'actions prévu par la présente convention ainsi que du contrôle de la réalité de la dépense (contrôle du service fait).

L'ADMR s'engage à :

- Se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place, ou audit effectué par la CNSA ou un tiers mandaté par elle ;
- Assurer le contrôle de la réalité des dépenses effectuées conformément à la présente convention et à ses objectifs ;
- A conserver les pièces justificatives de ces dépenses jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit trois ans après le dernier paiement effectué par la CNSA ;
- A garantir la traçabilité de l'emploi de la subvention globale de la CNSA

Par ailleurs, chaque année, un bilan d'activité et un compte-rendu financier intermédiaires (annexe 6 et 7) des actions réalisées, arrêtés au 31 décembre, sont transmis à la Direction de la Compensation de la CNSA au plus tard le 30 juin de l'année suivante. Au vu de ces différents éléments, la CNSA se réserve, chaque année, le droit de revoir, en accord avec l'ADMR, la programmation financière, et, le cas échéant, de proposer un avenant.

Au plus tard 9 mois après le terme de la présente convention, l'ADMR transmet à la CNSA un bilan d'activité et un compte-rendu financier définitifs (annexes 8 et 9) certifié par un commissaire aux comptes, justifiant de la réalisation des actions prévues au cours des trois années de la convention.

Ces documents, datés et signés par le représentant légal de l'ADMR, sont établis et adressés en deux exemplaires originaux à la Caisse.

Toute modification ou abandon du projet doit être signalé à la CNSA. L'acceptation de toute modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Au cas où le contrôle ou l'audit mentionné ci-dessus fait apparaître que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1, ou que l'évolution du projet a entraîné le dépassement des taux de contribution mentionnés à l'article 2, la CNSA, procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'ADMR.

Article 6 – Communication, concurrence et transparence et sécurité

Communication : le financement accordé par la CNSA dans le cadre du projet doit être porté à la connaissance des bénéficiaires des actions conduites. Quand le financement est utilisé pour la publication ou la production de documents écrits, audiovisuels ou numériques, la participation de la CNSA doit obligatoirement y être mentionnée (logo « Avec le soutien de la CNSA » en annexe 10).

Le logo « Avec le soutien de la CNSA » ne doit être utilisé qu'en lien direct avec le projet financé.

Concurrence et transparence : L'ADMR s'engage à respecter, selon les cas, les règles de concurrence et de passation des marchés publics ainsi que les règles de transparence applicables aux subventions publiques.

Propriété intellectuelle : en application de l'article L. 111-1 du code de la propriété intellectuelle, le Département, auteur de toutes œuvres de l'esprit réalisées dans le cadre de la présente convention, détient, sur ces œuvres, un droit de propriété exclusif et opposable à tous.

La cession globale des œuvres de l'auteur est nulle, toutefois, en application de l'article L. 131-3 du code de la propriété intellectuelle, L'ADMR concède à la CNSA, à titre non exclusif, le droit de diffuser ces travaux à titre gracieux sur son site internet sans limitation de durée.

Article 7 – Données à caractère personnel

Sécurité et confidentialité des données : toute donnée à caractère personnel en relation avec la présente convention devra respecter le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil.

Les parties à la présente convention s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après « RGPD » ;
- La Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Le Décret n°2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 susmentionnée.

Les données à caractère personnel collectées, le cas échéant, par la CNSA sont strictement nécessaires au traitement de l'attribution de la subvention objet de la présente convention. Les informations sont collectées pour le seul usage de ce traitement et seront utilisées en interne par la CNSA.

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et conformément aux articles 12 à 21 du Règlement général de la protection des données (RGPD), toute personne dispose des droits suivants au regard de ses données personnelles en prouvant son identité :

- Droit d'information (articles 13 et 14 du RGPD) : lors de la collecte des données ou après sur le traitement de ses données
- Droit d'accès (article 15 du RGPD) : auprès du responsable de traitement, il est possible d'obtenir toute information concernant la gestion des données personnelles (finalité, catégorie de données traitées, destinataires...). Le Délégué à la Protection des Données (DPD) de la CNSA peut être joint à l'adresse mail suivante : demandes-rgpd@cnsa.fr ;
- Droit de rectification (article 16 du RGPD) : il est possible de demander à tout moment la rectification de données personnelles inexactes ;
- Droit à l'effacement (article 17 du RGPD) : il est possible de demander que le responsable de traitement efface toutes les données quand elles ne sont plus utiles au traitement ou que celui-ci est terminé ;
- Droit à la limitation du traitement (article 18 du RGPD) : suspension du traitement des données personnelles si le traitement est jugé illicite ou qu'il n'est plus utile ;

- Droit à la portabilité de ses données (article 20 du RGPD) : récupérer les informations transmises dans un format structuré permettant le transfert vers un autre tiers, voire même demander le transfert direct vers un tiers désigné ;
- Droit d'opposition (article 21 du RGPD) : sauf motif légitime du responsable de traitement, il est possible de s'opposer au traitement de ses données personnelles.

En tant que responsable de traitement dans le cadre de l'exécution de la présente convention, l'ADMR est garant du respect de la réglementation en matière de protection des données personnelles.

La durée du traitement des données à caractère personnel correspond à la durée de la présente convention.

La durée de conservation des données à caractère personnel est de 3 ans à compter de la fin de la présente convention.

Article 8 – Suivi de l'application de la convention par un comité de pilotage

Un comité de pilotage, composé notamment de représentants de l'ADMR et de la CNSA, assurera le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du programme, et en communiquera les résultats, sur la base d'indicateurs que les membres dudit comité de pilotage auront préalablement définis. Les comptes rendus du comité de pilotage seront transmis à la CNSA.

Les membres du comité de pilotage veillent à prévenir tout risque d'incohérence entre les actions financées en application de la présente convention.

L'ADMR, au vu des délibérations du comité de pilotage et dans le but d'évaluer les résultats des actions réalisées, tant au plan qualitatif que quantitatif, devra fournir les documents mentionnés à l'article 5.

Le programme doit également faire l'objet d'une évaluation externe (annexe 11 : trame de rapport de restitution)

Article 9 – Durée de la convention, avenant et résiliation

La présente convention est conclue à compter du 01 janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2023. Elle pourra, en accord avec les deux parties signataires, faire l'objet d'avenant.

Enfin, en cas de non-respect par l'une des parties, d'une ou plusieurs de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de deux mois suivants l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En cas d'inexécution totale ou partielle ou de modification substantielle dans l'exécution du projet n'ayant pas obtenu l'accord de la CNSA, celle-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, ou la diminution de sa subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et après avoir entendu ses représentants.

La non-production de documents et fichiers mentionnés à l'article 5 de la convention, le refus de communication ou la communication tardive peut justifier la suppression de la subvention ou la restitution par le porteur du programme de tout ou partie de la subvention versée.

Article 10 - Contentieux

Le tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy 75004 PARIS – est compétent pour connaître des contestations nées de l'application de la présente convention.

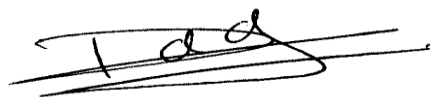
Article 11 - Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, à l'exception d'une demande de report des délais tel que définies à l'article 3 et 5 pour la transmission des attestations et bilans. Cette demande de report des délais fera l'objet d'une réponse expresse de la CNSA par courrier.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

La directrice de la CNSA
Virginie MAGNANT

La présidente de l'ADMR
Marie-Josée DAGUIN

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. J. Daguin', written over a horizontal line.

Vu la contrôleur budgétaire de la CNSA
Martine PROCUREUR

Date de notification :